

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur :

AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE

90 rue du Férétra CS 87801

31078 TOULOUSE CEDEX 04

Consultation n° 2024-078

Assistance juridique à la passation de marchés publics

CODE CPV (principales et complémentaires) :

79 111 000 Services de conseils juridiques

MODE DE PASSATION :

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS

19 juillet 2024 à 12 h

Contenu

1	Caractéristiques de la consultation	4
1.1	Acheteur – Pouvoir adjudicateur.....	4
1.2	Objet de la consultation	4
1.3	Nomenclature CPV.....	4
1.4	Périmètre du marché	4
1.5	Allotissement	5
2	Conditions de la consultation	5
2.1	Forme et mode de passation.....	5
2.1.1	Mode de passation	5
2.1.2	Forme du marché.....	5
2.2	Date limite de remise des offres.....	5
2.3	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
2.4	Variantes	5
2.5	Sous traitance	5
2.6	Cotraitance.....	5
2.7	Délai de validité des offres	6
2.8	Durée et validité du marché.....	6
2.9	Prix	6
2.10	Montants minimum et maximum annuels du marché	7
2.11	Modalités de financement.....	7
2.12	Modalités de paiement	7
2.13	Comptable assignataire.....	7
2.14	Modifications du marché.....	7
2.15	Traitement des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure	7
2.16	Secret des affaires.....	8
2.17	Prestations similaires	8
2.18	Clause de non exclusivité	8
3	Composition et conditions d'obtention du dossier de consultation	8
3.1	Composition du dossier de consultation aux entreprises (DCE).....	8
3.2	Retrait obligatoire des DCE par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'Agence.....	9
4	Conditions de présentation des réponses	9
4.1	Motifs d'exclusions	9
4.2	Présentation des réponses.....	10
4.3	Contenu des réponses attendues.....	10
4.3.1	Au niveau de la candidature	10
4.3.2	Au niveau de l'offre	11
4.3.3	Récapitulatif des pièces à fournir.....	12
5	Conditions de transmission des réponses	12
6	Sélection des candidatures.....	13

7	Jugement des offres	13
7.1	Régularisation des offres irrégulières	13
7.2	Renseignements complémentaires.....	13
7.3	Critères de jugement des offres	14
7.4	Précisions sur la notation des offres.....	14
8	Conditions d'attribution.....	15
8.1	Attribution.....	15
8.2	Signature de l'acte d'engagement	15
8.3	Convention RGPD	15
9	Pièces contractuelles du marché	16
10	Notification du marché	16
11	Renseignements complémentaires.....	16

1 Caractéristiques de la consultation

1.1 Acheteur – Pouvoir adjudicateur

Le présent marché est réalisé pour le compte de :

Agence de l'eau Adour Garonne

90 rue du Férétra CS87801

31078 Toulouse cedex 4

Siret : 183 100 064 00033

Tél : +33 561363738

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

1.2 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la passation d'un accord cadre d'assistance à la passation de marchés publics (de fournitures, de services, de prestations intellectuelles, de maîtrise d'œuvre et de travaux) pour le compte de l'agence de l'eau Adour Garonne ou pour le compte d'un groupement de commandes pour lequel elle agirait en tant que coordonnateur.

1.3 Nomenclature CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (codes CPV) est :

Libellé	Code CPV
Services de conseil juridique	79 111 000

Les services envisagés n'entrent toutefois pas dans le cadre des prestations de services juridiques visés dans l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques.

1.4 Périmètre du marché

Les prestations concernent :

- L'assistance aux choix de la procédure et du montage contractuel les plus pertinents au regard du besoin ;
- L'assistance au sourcing,
- L'élaboration des pièces administratives des dossiers de consultation (règlement de consultation, critères et notation, cahier des clauses administratives particulières, projet d'AAPC) au vu de l'expression du besoin et des choix opérés pour la procédure et le montage contractuel ;
- L'assistance pendant le déroulement de la procédure (phase candidature, phase offre, phase de négociation, élaboration du rapport de présentation et courriers de refus associés à chaque phase) ;
- L'assistance en cas de précontentieux ou contentieux lié à la passation (hors représentation juridique).

Sont exclues :

- Les prestations de conseil juridique sur les questions générales liées au fonctionnement de l'agence pour lesquelles l'agence dispose déjà de marchés publics.
- Les prestations de représentation juridique.

1.5 Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, le marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution et la coordination des prestations.

2 Conditions de la consultation

2.1 Forme et mode de passation

2.1.1 Mode de passation

Marché passé sur appel d'offres ouvert en vertu en application des articles L2124-2, R 2124-2 du Code de la Commande Publique.

2.1.2 Forme du marché

Marché passé selon la technique d'un accord cadre mono-attributaire mixte exécutés par bons de commandes et par marchés subséquents, en application des articles R2162-2 et suivant du code de la Commande publique.

2.2 Date limite de remise des offres

Les date et heure limites de remise des plis sont fixées au **19 juillet 2024 à 12h00**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus.

2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet

2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5 Sous traitance

La présentation du ou des sous-traitants se fait suivant le modèle DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par chaque sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que ce dernier ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

Conformément à l'article L 2193-3 du code de la commande publique, l'ensemble des tâches relevant du pilotage et la gouvernance sont considérées comme tâches essentielles et ne pourront être sous-traitées.

2.6 Cotraitance

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

Les opérateurs économiques peuvent présenter une candidature en groupement, dans les conditions prévues aux articles R. 2142-19 et suivants du code de la commande publique.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à se présenter à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.
- Il est également précisé qu'une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Les candidats peuvent donc présenter leur offre sous n'importe quelle forme juridique de groupement (conjoint avec mandataire solidaire, conjoint ou solidaire). L'Agence n'impose pas de forme particulière.

Il est rappelé que la composition et la forme du groupement ne peuvent pas en principe être modifiées entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six mois (6 mois) à compter de la date limite de remise des offres mentionnée ci-dessus.

2.8 Durée et validité du marché

Le marché est passé pour une durée de validité de 1 an à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement au plus 2 fois par période d'une année, sauf dénonciation dans les conditions prévues au CCAP.

La durée de validité de l'accord cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis ou les marchés subséquents conclus soit jusqu'au dernier jour de la durée de l'accord cadre.

La durée d'exécution des bons de commande ou marchés subséquents s'arrête au plus tard 3 mois suivant la date de notification du marché objet de la prestation d'assistance.

2.9 Prix

Les prix figurant au bordereau de prix unitaires (BPU) annexé l'acte d'engagement de l'accord cadre sont unitaires, définitifs et révisables en cas de reconduction.

Ces prix constituent les prix de bases sur lesquels les bons de commande seront établis.

Pour les marchés subséquents, lorsque les prix du marché subséquent peuvent être définis par référence aux prix unitaires figurant dans ce bordereau ; ceux-ci constituent les prix plafonds applicables à ces marchés, révisés en cas de reconduction.

Lorsque cela ne peut pas être le cas, le titulaire s'engage à ce que les prix proposés dans son offre n'excèdent pas ceux pratiqués habituellement pour l'ensemble de sa clientèle. Il pourra être demandé au titulaire de justifier ce point.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents aux éventuels moyens mis à disposition du titulaire, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et notamment les frais de déplacements, les marges pour risques et marges bénéficiaires. La TVA est appliquée au taux en vigueur.

2.10 Montants minimum et maximum annuels du marché

Le marché est conclu sans minimum et pour un montant maximum annuel de 100 000 euros HT.

En cas de reconduction du marché, ces montants seront reconduits à l'identique.

2.11 Modalités de financement

Le financement du présent accord cadre est assuré par des fonds publics propres à l'Agence.

2.12 Modalités de paiement

Le paiement des sommes dues se fait par application des dispositions des articles L2191-1 à L2191-6 du Code de la Commande Publique. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

2.13 Comptable assignataire

Le comptable assignataire des dépenses est l'Agent Comptable de l'agence de l'eau Adour Garonne.

2.14 Modifications du marché

En application de l'article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié, dans les cas prévus audit article. Ces modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant.

2.15 Traitement des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement :

L'agence de l'eau Adour Garonne en charge de la procédure d'achat
90 rue du Férétra, CS 87801 31078 Toulouse

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

2.16 Secret des affaires

L'agence de l'eau Adour Garonne se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent accord-cadre. Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité dans les conditions prévues à l'article correspondant du CCAP du présent accord-cadre. Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

2.17 Prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'agence se réserve la possibilité de passer un marché de prestations sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire dans le cadre du présent marché. Le marché de prestations similaires serait limité à un montant maximum annuel de 50 000 euros HT.

2.18 Clause de non exclusivité

Le périmètre du marché n'inclut pas les marchés dont l'agence souhaiterait assurer la passation en propre.

3 Composition et conditions d'obtention du dossier de consultation

3.1 Composition du dossier de consultation aux entreprises (DCE)

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat qui en fait la demande. Il comporte les pièces suivantes :

Des documents à consulter :

- le présent règlement de la consultation et son annexe 00a relative aux conditions d'utilisation de la plateforme PLACE
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;

Des documents à renseigner :

- Le marché fait partie du dispositif DUME permettant la mise à disposition automatisée d'informations prévue dans le Code de la commande publique : l'utilisation du **Document unique de marché européen** (DUME) est fortement conseillée pour les candidats qui le peuvent. Le formulaire est à compléter lors de la soumission sur le profil acheteur ;
- A défaut du DUME : les candidats pourront utiliser les déclarations DC1, DC2 disponible avec leur notice d'utilisation :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- le bordereau de prix unitaires (BPU) à compléter
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)

L'Agence se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail à ce dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra remettre une nouvelle offre sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.2 Retrait obligatoire des DCE par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'Agence

Conformément aux dispositions de l'article R2132-2 du code de la commande publique, le dossier de consultation est gratuitement mis à disposition des candidats sur le profil acheteur de l'agence de l'eau Adour-Garonne accessible à l'adresse mentionnée.

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Également accessible par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

Aucun dossier de consultation sur format papier ou sur support numérique (clef USB, CD...) ne sera remis aux candidats.

Les conditions de retrait des DCE sont précisées en annexe 00a au présent règlement de la consultation.

4 Conditions de présentation des réponses

4.1 Motifs d'exclusions

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit (articles L. 2141-1 à L. 2141-6) et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur (articles L. 2141-7 à L. 2141-11), les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure dans les conditions définies ci-après.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation ne soit pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

4.2 Présentation des réponses

La candidature, l'offre et toutes pièces s'y rapportant (rapports, documentations, certificats, correspondances etc....) doivent être rédigées en langue française et ce, conformément à la Loi n° 94-665 du 4 Août 1994 relative à l'emploi de la langue Française et la circulaire d'application du 19 Mars 1996.

Si les pièces sont rédigées en langue étrangère, elles devront être accompagnées d'une traduction en langue Française dont l'exactitude devra être certifiée par un traducteur expert auprès des Tribunaux (français ou étrangers) dont le nom et l'adresse seront indiqués.


L'utilisation des formulaires (DUME/DC1/DC2/DC4) est exigée ; les candidats sont invités à consulter la notice d'utilisation de chacun des formulaires fournis (disponible au lien indiqué ci-dessus).

Les candidats sont avertis qu'ils sont responsables du contenu de leur réponse et sont donc invités à bien la vérifier avant sa transmission. En aucun cas, ils ne pourront soulever de réclamation auprès de l'Agence en cas d'oubli d'un document.


4.3 Contenu des réponses attendues

Les réponses seront présentées de la manière suivante :

4.3.1 Au niveau de la candidature

 **Document unique de marché européen (DUME)** : déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement, établie selon le modèle à compléter sur le profil acheteur ou à défaut déclarations du candidat établies à partir des formulaires à compléter **DC1 et DC2** disponibles en téléchargement à l'adresse indiquée à l'article 3 ci-dessus. Le Dume ou équivalent devra fournir :

- les renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les capacités professionnelles et notamment :
 - la présentation des principaux services fournis au moins au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
 - la présentation des qualifications professionnelles : le candidat devra apporter les justificatifs permettant de vérifier qu'il est habilité à exécuter l'accord-cadre au regard de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.
- les renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les capacités techniques : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années ; matériel qui sera utilisé pour l'exécution du marché ;
- les renseignements permettant d'évaluer la capacité économique et financière et notamment le chiffre d'affaire annuel réalisé sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, assurances contre les risques professionnels.

 **Document 2** : Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet.

En application des dispositions de l'article R. 2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion prévus à l'article 4.1 ci-dessus sauf si cette information peut être obtenue directement (cf encadré ci-dessous).

NB : il est rappelé que ces documents doivent être fournis par les cotraitants, en cas de cotraitance, ou par les sous traitants déclarés dès la remise de l'offre, en cas de sous-traitance (services uniquement).

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

4.3.2 Au niveau de l'offre

A ce stade, il n'est pas demandé aux candidats de souscrire un acte d'engagement. Le formulaire d'acte d'engagement (ATTR11) ne sera exigé que de l'attributaire au terme de la procédure de choix, afin de formaliser le marché public conclu. Chaque candidat est donc invité à fournir uniquement :

L'offre se présente donc sous la forme suivante :

1) OFFRE FINANCIERE :

- **le bordereau de prix unitaires (BPU)** établi selon le cadre joint. Ce bordereau constituera l'annexe financière à l'acte d'engagement qui sera souscrit uniquement par l'attributaire.

Tous les prix sont à compléter.

La gratuité d'une prestation est toujours possible ; dans ce cas, le prix à indiquer obligatoirement dans le BPU est « 0 ». Les candidats ne sont pas autorisés à rajouter, supprimer ou modifier des prix unitaires de leur propre initiative. Le non-respect de cette exigence du règlement de consultation constituera un motif de rejet de l'offre.

- **Le détail quantitatif estimatif (DQE)** établi suivant le modèle joint en annexe 00b au présent règlement de la consultation.

Il est précisé que ce DQE est non contractuel et sert au jugement du critère financier. Elle sera vérifiée à partir des prix mentionnés au bordereau de prix (BP) annexé à l'acte d'engagement souscrit. En cas de distorsion entre les deux documents, l'Agence ne retiendra que les prix du BPU et procédera aux modifications nécessaires non sans avoir averti le candidat.

2) OFFRE TECHNIQUE, à savoir :

L'offre technique se présentera sous la forme d'un **mémoire technique** qui devra comporter à minima les éléments nécessaires au jugement des offres et notamment :

- Modalités d'organisation et de mise en œuvre de la prestation :
 - modalités d'organisation et méthodologie proposées pour répondre spécifiquement aux prestations définies par le CCTP pour chaque mission ;
 - format, contenu et modalités de transmission des livrables ;
 - délais d'exécution proposés pour établir la proposition chiffrée et délais d'exécution proposé pour chaque mission ;
 - modalités de gestion des urgences
- La présentation des moyens humains qui seront mobilisés pour répondre à la prestation (Profils détaillés, justificatif des compétences, répartition des rôles).

4.3.3 Récapitulatif des pièces à fournir

Pièces de candidatures	Pièces d'offre	
	Offre financière	Offre technique
Formulaire DUME OU Déclarations du candidat DC1 et DC2 Pièces complémentaires	Bordereau de prix unitaires (BPU) Détail quantitatif estimatif (DQE)	Mémoire technique

Remarque : Les candidats n'ont pas à joindre dans leur offre les CCAP et CCTP ou le présent règlement de la consultation (RC), seuls faisant foi les originaux détenus par l'administration.

5 Conditions de transmission des réponses

Les candidats sont tenus de répondre par voie électronique sur le profil acheteur de l'agence sur la PLACE

Pour répondre à la consultation sous forme dématérialisée via ce profil acheteur PLACE, la personne habilitée à engager le soumissionnaire, doit être inscrite sur la plateforme de gestion des marchés publics de l'Agence accessible à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

également accessible par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

Chaque candidat peut choisir de signer électroniquement son offre mais ce n'est pas une obligation. Dans ce cas, il devra également être titulaire d'un certificat électronique afin de signer sa réponse électronique.

Les conditions d'utilisation de la plateforme, de signature et de certificat électroniques sont précisées en annexe au présent règlement de consultation, les candidats sont invités à s'y reporter.

Il est rappelé aux candidats que conformément aux dispositions de l'article R2151-6 du code de la commande publique : *« Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres »*.

Dans ce cas, chaque transmission doit contenir une candidature et une offre complètes modifiées. Il ne pourra donc pas s'agir de compléments à la précédente offre.

6 Sélection des candidatures

L'acheteur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

L'expérience et les capacités techniques, financières et professionnelles seront appréciées en fonction des éléments de candidature fournis.

NOTA : Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques. Pour ce faire, le candidat ou le groupement devra produire les mêmes documents, concernant cet ou ces opérateurs économiques, que ceux mentionnés à l'article V du présent règlement de consultation. Le candidat devra apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit de l'opérateur ou des opérateurs économiques.

Les candidats n'ayant pas produit les déclarations exigées ainsi que ceux ne fournissant pas de documents prouvant leurs capacités ou présentant des garanties professionnelles ou financières jugées insuffisantes seront éliminés.

A l'issue de l'examen des candidatures, l'Agence dressera la liste des candidats admis.

7 Jugement des offres

7.1 Régularisation des offres irrégulières

Conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'agence se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières sur des éléments non substantiels, dans les conditions dudit article.

7.2 Renseignements complémentaires

Préalablement à tout examen des offres sur la base des critères énoncés ci-dessous, il sera procédé à une analyse de la conformité des offres. Des précisions ou justifications pourront être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre apparaît anormalement basse.

Si l'offre remise semble anormalement basse au sens de l'article L2152-5 du Code de la commande publique, au regard des prestations à réaliser, y compris en ce qui concerne la part sous-traitée, l'agence exigera du candidat la justification de ses prix ou du montant qu'il a proposé dans son offre, dans le délai qui lui sera imparti et figurant sur la demande.

Si au vu de ces éléments, l'offre est jugée anormalement basse, elle sera rejetée conformément aux dispositions de l'article L2152-6 dudit Code.

Dans les deux cas, les demandes seront effectuées via la PLACE avec un délai de réponse exigé, auquel le candidat sera tenu.

Il est rappelé à tous les candidats que les réponses aux demandes de renseignements complémentaires sur les offres sont obligatoires. Toute absence de réponse conduira à noter 0 l'élément objet de la demande de renseignement.

7.3 Critères de jugement des offres

Les offres de base feront l'objet d'une analyse sur la base des critères définis ci-après, le poids de chaque critère étant affecté d'un coefficient de pondération :

- Valeur technique des prestations proposées pour **30%** appréciée à partir des sous critères ci-après :
 - Modalités d'organisation et méthodologie proposées pour répondre spécifiquement aux prestations et dans les délais définis au CCTP pour chaque mission pour 20 % ;
 - Qualité des livrables pour 10 %;
- Qualité des moyens humains mobilisés pour la réalisation des prestations pour **30%** appréciée à partir des sous critères suivants :
 - Qualité des profils et compétences pour 20%
 - Répartition des rôles pour 10%
- Prix de la prestation au regard du montant total du DQE à compléter pour **40 %**.

7.4 Précisions sur la notation des offres

Il est précisé que pour le calcul de toutes les notes (financières et techniques), l'Agence retiendra 2 décimales après la virgule.

1) Notation des critères et sous critères non financiers

Chaque sous critère sera noté de 0 et 10 points suivant le barème indiqué ci-dessous. La note avant pondération ainsi obtenue, sera ramenée à sa valeur par rapport à la valeur maximale correspondant à la valeur absolue du coefficient de pondération indiqué pour le sous critère ou le critère seul.

0	La proposition ne répond pas aux exigences ou élément d'appréciation absent
$0 \leq \text{mauvais} \leq 2,5$	La proposition répond de manière insuffisante aux exigences de l'Agence
$2,5 < \text{moyen} \leq 5$	La proposition répond de manière lacunaire aux exigences de l'Agence
$5 < \text{bon} \leq 7,5$	La proposition répond de manière satisfaisante aux exigences de l'Agence
$7,5 < \text{très bon} \leq 10$	La proposition répond de manière très satisfaisante aux exigences de l'Agence

2) Notation du critère « Prix »

Le prix sera noté sur le nombre de points maximum correspondant à la valeur absolue du coefficient affecté au critère prix soit 40 points, par application de la formule suivante :

$\text{Note obtenue} = [\text{note max possible} \times (\text{Prix du DQE le moins disant} / \text{Prix du DQE analysé})]$

La note maximum étant attribuée à l'offre présentant le prix le moins disant.

8 Conditions d'attribution

8.1 Attribution

Au terme du jugement, les offres de bases seront classées par ordre décroissant. Sous réserve les documents prévus à l'article R2143-5 du Code de la Commande Publique soient recevables, le marché sera alors attribué au candidat dont l'offre sera arrivée en tête du classement.

8.2 Signature de l'acte d'engagement

La personne habilitée à engager juridiquement l'attributaire devra signer électroniquement (au moyen d'une signature électronique valide) un acte d'engagement (dont le modèle ATTRI1 lui sera transmis) correspondant à l'offre retenue assortie des éventuelles mises au point.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, la déclaration du sous traitant (formulaire DC4) sera jointe à cet acte d'engagement. Cette déclaration sera obligatoirement signée électroniquement :

- par la personne habilitée à engager juridiquement l'attributaire qui se présente individuellement ou le membre du groupement qu'il représente ;
- et par la personne habilitée à engager le sous traitant.

L'acte d'engagement ainsi que les déclarations de sous-traitance seront retournés en version pdf signées via la plateforme PLACE. L'attributaire veillera à ne pas verrouiller le document lors de sa signature afin que les autres signataires puissent apposer leur signature également.

Il est rappelé qu'une signature scannée ne constitue pas une signature électronique valable dans le cadre d'un envoi dématérialisé au sens de l'article 1316-4 du code civil.

8.3 Convention RGPD

En application du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), l'attributaire devra joindre à l'appui de l'acte d'engagement une convention dite RGPD précisant :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;

- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Cette convention n'est exigée que de l'attributaire.

9 Pièces contractuelles du marché

L'offre retenue fera l'objet d'un marché constitué par les documents contractuels, classés par ordre de priorité, suivants :

- Pièce n° 1 : L'acte d'engagement, dûment complété et signé par la personne habilitée à engager le titulaire et son annexe financière le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Pièce n° 2 : Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ;
- Pièce n° 3 : Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ;
- Pièce n° 4 : Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles, objet de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021 (et ci-après désigné : CCAG PI) ;
- Pièce n° 5 : Le mémoire technique du candidat attributaire.

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les éventuelles conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses du CCP, du CCAG-PI ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite.

10 Notification du marché

Sous réserve de l'avis favorable du contrôleur budgétaire et de l'absence de toute procédure de recours, le marché sera signé électroniquement et notifié au titulaire par voie dématérialisée via le profil acheteur sur PLACE.

11 Renseignements complémentaires

Tous les renseignements complémentaires sollicités (obligatoirement par écrit) sur le dossier de consultation (phase offre) seront communiqués six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres mentionnée ci-dessus sous réserve que la demande parvienne à l'Agence au plus tard 10 jours avant cette même date limite.

Il est précisé que les délais de 6 et 10 jours indiqués ci-dessus se décomptent en jours calendaires pleins de 0h00 à minuit ; ils prennent donc fin à minuit la veille du jour de la date limite de remise des plis prévue à l'article 2.2 ci-dessus. En conséquence, les candidats sont avertis qu'il ne sera pas donné suite à toutes les demandes de précisions complémentaires qui parviendraient à l'Agence passé ce délai.

Pour les questions techniques et administratives, les candidats peuvent obtenir les informations complémentaires en adressant leurs demandes par le biais du système de messagerie sécurisé à partir du site Internet de l'Agence : <https://www.eau-grandsudouest.fr> rubrique marché publics ou directement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats sont avertis que toutes les réponses seront apportées par écrit et publiées sur le site de dématérialisation des marchés publics de l'Agence (plateforme PLACE) :

- à l'attention de tous les candidats lorsque les réponses doivent être portées à leur connaissance. Dans ce cas, un complément questions/réponses sera également ajouté au dossier de consultation.
- à l'attention du candidat demandeur si la réponse le concerne spécifiquement.

Fait à Toulouse, le

Guillaume CHOISY

Directeur général de l'Agence de l'eau Adour-Garonne

Par délégation, Martine GAECKLER

Directrice générale adjointe Ressources